

S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mal : « Construisons main dans la main une communauté mondiale d'avenir partagé, créons ensemble un meilleur avenir pour l'humanité »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 12 OCTOBRE 2023

1441

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

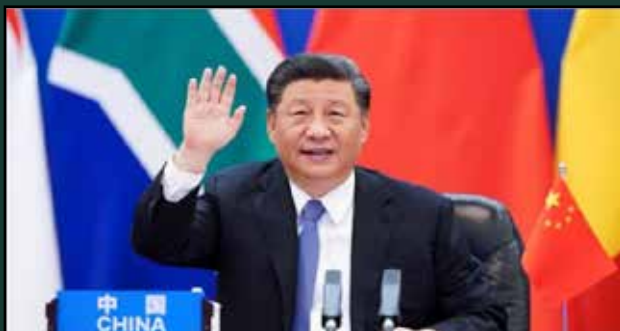
EDITION SPECIALE



LE PRESIDENT XI JINPING

ET LA NOUVELLE CROISADE POUR UNE

VERITABLE AMITIE CHINE-AFRIQUE



S.E Xi Jinping : Promouvoir ensemble la modernisation en vue d'un avenir meilleur pour la chine et l'Afrique



Relations sino- maliennes : Des dates, une amitié sincère, une solidarité agissante et des initiatives du président XI JINPING



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

11 Octobre
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

08

Nouveaux cas confirmés

0

Nouveaux guéris

0

Nouveaux décès

0

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

698873 Vaccinations incomplètes

3742757 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33150

Guéris

32331

Décès

743

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.24



P.28



/ Une /

ÉDITION SPÉCIALE : LE PRESIDENT XI JINPING ET LA NOUVELLE CROISADE POUR UNE VERITABLE AMITIE CHINE-AFRIQUE

P.4

/ Breves /

Lutte contre la corruption : La coopération Mali – Algérie, souhait du Président de l'OCLEI

P.12

Niger : La coordonnatrice de l'ONU priée de quitter sous 72 heures

P.13

Mines : Le Burkina Faso à l'école du Mali

P.13

Accès à l'eau : La banque mondiale préconise les 4 «I» pour résoudre l'équation

P.14

Zone UEMOA : Tenu d'un colloque sur le bilan et perspectives des 20 ans de politique agricole

P.14

Rentrée scolaire : Plaidoyer pour la réouverture et la sécurisation des écoles fermées dans la région de Ségou

P.15

/ Actualité /

S.E Xi Jinping : Promouvoir ensemble la modernisation en vue d'un avenir meilleur pour la chine et l'Afrique

P.17

S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali : « Construisons main dans la main une communauté mondiale d'avenir partagé, créons ensemble un meilleur avenir pour l'humanité »

P.20

Relations sino- maliennes : Des dates, une amitié sincère, une solidarité agissante et des initiatives du président XI JINPING

P.22

La modernisation à la chinoise : Une cause grandiose dirigée par le Parti communiste chinois

P.24

/ Politique /

Mali : Annulation de l'autorisation de reprise de la desserte par Air France

P.28

Charte du Liptako-Gourma : Ratification par le Mali

P.29

Mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion : Le DG DE l'INPS en le désigné parrain de la 28ème édition à Ségou

P.31

/ Culture & Société /

Journée internationale de la fille

P.33

La célébration de la fille au Mali et dans le monde

/ International /

Niger : Début du retrait de l'armée française

P.34

Génocide au Rwanda :

P.35

Des victimes réclament réparation à l'État français

/ Sport /

Coupe de la confédération :

P.37

Le stade malien hérite de la poule D

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

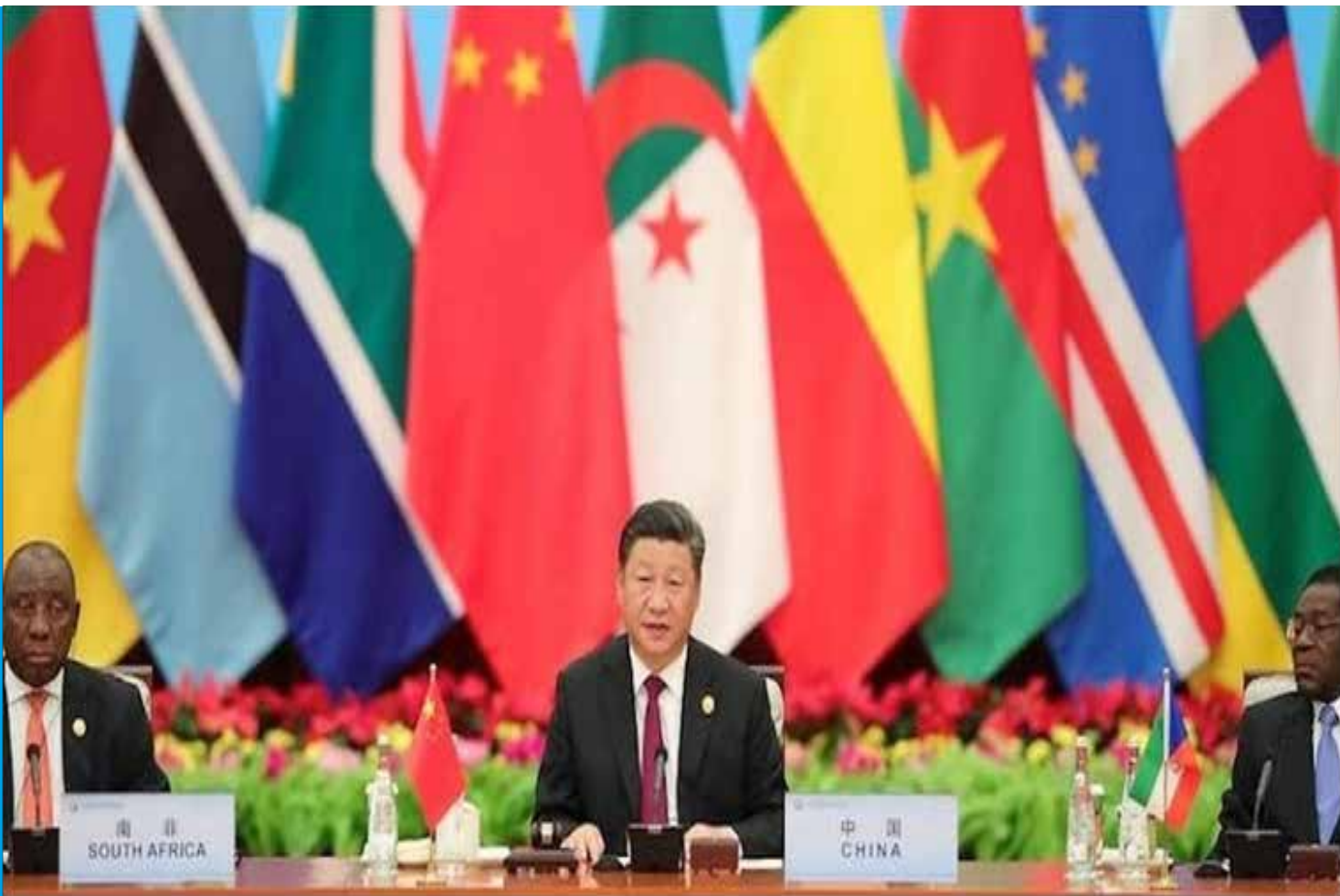
• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:**

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



ÉDITION SPÉCIALE

LE PRESIDENT XI JINPING ET LA NOUVELLE CROISADE POUR UNE VERITABLE AMITIE CHINE-AFRIQUE

L'Organisation de l'Unité Africaine [OUA] [devenue l'Union Africaine en Juillet 2002, suite à la Déclaration de Syrte en Libye le 09 Septembre 1999], fêtait son 60^{ème} anniversaire le 25 mai 1963.

En fait l'histoire des relations entre la Chine et l'Afrique est très

ancienne, car dès le XV^{ème} siècle, les jonques chinoises abordaient les côtes africaines sous l'impulsion notamment du célèbre amiral Zheng He mort en 1434.

Donc, c'est sans grande surprise que nous avons assisté au réveil de la Grande Chine avec la nais-

sance de la République Populaire de Chine proclamée par Chairman Mao Zedong le 1er Octobre 1949.

C'est le point de départ de la Chine Nouvelle sous la direction énergique du Parti Communiste Chinois qui, à l'orée du nouveau millénaire organise à Beijing avec



les dirigeants africains la première édition du Forum sur la Coopération Chine-Afrique (FOCAC) du 10 au 12 octobre 2000.

Le FOCAC signe le retour de la Chine à une coopération plus dynamique mais héritière des visites légendaires de décembre 1963 à février 1964 du Premier Zhou Enlai et de Chen Yi son ministre des affaires étrangères sur le continent.

C'est ainsi que le Président Xi Jinping, nouvellement élu en mars 2013, réservera sa première visite à l'étranger au continent africain qui aura l'honneur de le recevoir dix fois durant ses deux premiers mandats.

C'est en décembre 2015 que le Sommet de Johannesburg et la 6ème Conférence Ministérielle du

FOCAC en Afrique du sud impriment un nouveau tournant avec l'ouverture par la Chine de sa Mission auprès de l'Union Africaine.

Ce sommet, témoignage de l'importance stratégique que le Président Xi Jinping accorde à la coopération sino-africaine et de la forte détermination de la Chine et ses sincères intentions à rester engagée dans une coopération croissante et amicale entre la Chine et l'Afrique> (Wang Yi, Ministre des Affaires Etrangères), est le premier à se tenir sur le continent africain.

Car deux ans auparavant, le 14 mars 2013, le Président Xi Jinping venait d'être élu Président de la République Populaire de Chine et le 7 septembre 2013, à l'Université de Nazarbaïev au Kazakhstan, dans un discours, il abordait pour la pre-

mière fois le concept des Nouvelles Routes de la Soie, maritime et terrestre.

Dans son discours du 25 juillet 2018, le Président Xi Jinping disait ceci : < l'Afrique est le continent qui compte le plus grand nombre de pays en voie de développement et également la région ayant la plus grande potentialité de développement au monde. Nous devrions renforcer la coopération avec l'Afrique, soutenir son développement et œuvrer à faire de la coopération BRICS-Afrique un modèle de coopération Sud –Sud.

Nous devrions aider les pays africains à développer leur structure économique contribuer à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et permettre ainsi au continent africain une

civilisation ancienne de déborder de vitalité». [La Gouvernance de la Chine, III, Page 578].

Le Président Xi Jinping va promouvoir une nouvelle conception du développement véritable basée sur la communauté d'avenir partagé dans cette nouvelle ère de mondialisation biaisée.

Après le Tanzania Zambia Railways des années 1975, la nouvelle ligne ferroviaire du Kenya la plus chère en Afrique Orientale avec plus de 5 milliards de dollars ainsi que le nouveau terminal portuaire de Mombassa ont été qualifiés par le Conseiller d'Etat Wang Yi comme un étalon des Nouvelles

La solidarité internationale pour la Covid 19 est la meilleure illustration de la philosophie du président Xi Jinping à travers le projet mondial des Nouvelles Routes de la Soie et d'une communauté de destin pour l'humanité.

Écoutons encore le président Xi Jinping dans son discours du Sommet Extraordinaire Sino-africain sur la solidarité contre le Covid 19 en juin 2020 à Dakar quand il prononce ceci : « Nous devons travailler résolument pour combattre ensemble le virus. La Chine continuera de porter tout son soutien à l'Afrique, de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre les mesures que j'ai annoncées lors

de la cérémonie d'ouverture de l'Assemblée mondiale de la Santé, de fournir des matériels aux pays africains et d'y envoyer des groupes d'experts médicaux, et de faciliter leurs achats en Chine de matériels nécessaires. Elle démarrera en avance les travaux du siège du CDC africain d'ici la fin de cette année, et travaillera avec l'Afrique pour mettre effectivement en œuvre l'initiative pour la santé dans le cadre du Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC), accélérer la construction des hôpitaux d'amitié Chine-Afrique et favoriser les partenariats entre hôpitaux chinois et africains. Par ces efforts, nous souhaitons bâtir conjointement une communauté





MAPPEMONDE

La Chinafrique

de santé Chine-Afrique pour tous. La Chine s'engage à donner aux pays africains un accès prioritaire au vaccin lorsqu'il sera développé et déployé.

Les principes du nouveau type de partenariat stratégique restent caractérisés par les Cinq [5] Non édictés par le président Xi Jinping à la Conférence de Beijing en Septembre 2018:

- Non-ingérence dans la recherche par les pays africains d'une voie de développement adaptée à leurs conditions nationales;

- Non-immixtion dans les affaires intérieures africaines;
- Non-imposition de notre volonté à l'Afrique;
- Non-linkage des aides à l'Afrique à des conditions politiques quelconques;
- Non à la poursuite des intérêts politiques égoïstes dans des financements et les investissements en matière de coopération.

Le Président chinois Xi Jinping a annoncé la mise en œuvre des

«Huit Initiatives Majeures» avec l'Afrique que sont l'initiative pour la promotion industrielle, l'initiative pour l'interconnexion des infrastructures, l'initiative pour la facilitation du commerce, l'initiative pour le développement vert, l'initiative pour le renforcement des capacités, l'initiative pour la santé, l'initiative pour les échanges humains et culturels, et l'initiative pour la paix et la sécurité.

Le contexte international actuel est très complexe et dominé par des velléités de guerre froide, c'est pourquoi la communauté

internationale doit trouver des réponses correctes aux problèmes globaux, et travailler à la réforme des institutions internationales comme les Nations Unies. Effectivement, seule la RPC est en mesure de relever ces défis pour éviter une mondialisation biaisée en imposant aux Nations Unies une nouvelle lecture de l'Afrique et des problèmes du continent.

Avec le Président Xi Jinping, le bilan ressemble à <l'heure des brasiers> annoncée par le poète cubain José Martí avec une coopération plus pragmatique, en matière d'éducation, de culture, de sport, de recherche médicale, [l'exemple de mon pays avec la Cite Universitaire de Kabala, la première en Afrique de l'Ouest avec son Atelier Luban, et son Institut Confucius, l'Hôpital du Mali avec sa toute nouvelle Unité de Procréation Assistée, inaugurée récemment par l'Ambassadeur Chen Zhihong, les bourses de formation et d'études offertes chaque année].

Avec le Président Xi Jinping, c'est aussi la coopération renforcée à travers des échanges de haut niveau entre le Parti Communiste Chinois et les partis politiques africains et aussi et surtout la voie et

la voix de la Chine sont plus visibles dans les arènes internationales faisant comprendre que les paradigmes normatifs de l'Occident ne sont pas des valeurs universelles.

En 10 ans d'une coopération pragmatique basée sur le Sommet de Johannesburg 2015, sur le Sommet de Beijing 2018 et sur le Sommet Extraordinaire de Dakar 2021 sur la solidarité face au Covid 19, un véritable climat de confiance et de sincérité s'est établi entre les dirigeants chinois et africains.

Et c'est à juste titre que nous partageons une belle conclusion du Professeur Li Hongfeng, la Doyenne de la Faculté d'Etudes Africaines de l'Université des Langues Etrangères de Beijing à savoir un nouveau type de <compréhension mutuelle avec une riche connotation émotionnelle> ,prélude a une nouvelle forme de soft- power entre les jeunes chinoise et africaine.

C'est aussi la garantie d'une nouvelle conscience panafricaine en amenant les pays africains à bien comprendre la mission historique de la question de Taïwan, partie inaliénables de la République Populaire de Chine qui devra assumer sa part de responsabilité a l'égard

du Nouvel Ordre Mondial pour éviter une nouvelle guerre froide.

Nous estimons que le partenariat stratégique proposé dans le cadre des Nouvelles Routes de Soie et de cette nouvelle philosophie d'une communauté de destin partagé pour l'humanité est une alternative très crédible et constitue aujourd'hui un mécanisme efficace de dialogue et de coopération entre la Chine et l'Afrique.

■ **Prof Modibo Bah Koné, Ph.D**

Ancien Doyen de la Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'Education, Cite Universitaire de Kabala/Bamako/Mali, Président du Cercle Confucius pour la Recherche sur la Chine et l'Asie, Secrétaire Politique du Parti Démocrate Communiste du Mali(P.D.C.M).
Téléphone : 00223 76333632
Bamako/Mali



Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int



Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, M i - nistre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, était face à la presse le lundi 09 octobre 2023, suite à la ratification par le Conseil National de Transition, de la Charte du Liptako-Gourma instituant l'Alliance des États du Sahel, signée le 16 septembre 2023, entre le Burkina Faso, la République du Mali et la République du Niger.

Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int



Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, M i - nistre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a reçu en audience, le mardi 10 octobre 2023, Son Excellence Monsieur Abdoulaye FOFANA, Ambassadeur désigné de la République de Guinée, venu pour la présentation des copies figurées de ses lettres de créance.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI.

Le Ministre DIOP et le Diplomate guinéen ont saisi cette occasion pour revisiter quelques domaines stratégiques de la coopération bilatérale en vue d'accélérer la concrétisation des ambitions des deux Présidents malien et guinéen pour un épanouissement socioéconomique des populations respectives, dans une dynamique de solidarité fraternelle et de partenariat fructueux.

Pour les deux Personnalités, le renforcement de l'axe Bamako-Conakry dans le sillage des chantiers ouverts ou projetés, notamment à la faveur de la Commission mixte de coopération Mali-Guinée, tenue à Conakry en novembre 2022, reste une priorité pour les deux pays, eu égard à l'urgence pour la réalisation des projets structurants et intégrateurs convenus.

Renouvelant la reconnaissance et la gratitude de la Nation malienne à la généreuse solidarité et au soutien courageux et fraternel exprimés par la République sœur de Guinée en des moments difficiles pour notre pays, le Chef de la diplomatie malienne a salué la singularité des relations amicales entre les deux États d'un même peuple, avec une vision politique harmonisée et des ambitions économiques orientées vers la satisfaction des besoins prioritaires des populations respectives.



Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int



Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, M i - nistre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a accordé une audience, le mardi 10 octobre 2023, à

Monsieur Edmond MOUKALA, Chef du Bureau, Représentant de l'UNESCO au Mali en fin de mission.

Entre reconnaissance des résultats importants atteints sous le leadership du Représentant lors de son séjour malien et définition des perspectives des actions stratégiques dans le cadre de la coopération avec l'UNESCO, le Ministre DIOP a souligné, au regard des défis importants de l'heure, la nécessité d'avancer ensemble dans les secteurs prioritaires du Mali, couverts par le mandat pertinent de cette Organisation Onusienne.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI.



À partir de janvier, notre pays sera totalement à nous. Vous connaissez toute l'histoire et vous savez qui sont derrière toutes les atrocités dans nos pays. Aucune vie africaine ne compte aux yeux des français, que d'intérêts peu importe la manière. Ce qui est dommage, ce qu'ils ont trouvé des gens parmi nous même pour expliquer aux siens que c'est pas de leur faute mais les nôtres ! Nous sommes un peuple de tolérance bien avant toutes toutes ces civilisations et religions importées. Il faut souvent se poser les bonnes questions au delà du pouvoir et de toute conquête du pouvoir, qu'est ce qu'un peuple meurtri comme le notre ou depuis 10 ans ce sont des femmes violées chaque jour, des enfants qui grandissent sans père sans éducation, des veuves et orphelins de guerre, du trafic de tout genre même humain ? pour ne citer que ceci... Comment pourront nous amorcer le développement dans ces conditions si nous devons utiliser le tiers du budget D'État dans la guerre ? la plupart des armées qui participent aux missions onusiennes, le font pour des fins inavouées, pour des agenda autre que celui des pays d'accueils. Quand nous décidons d'aller vers la solution, vers la préservation du caractère unitaire de notre État, c'est de la désolation face aux énergumènes, aux marches sans contenu, de la manoeuvre de désinformation sur les questions de restrictions de libertés. Cela prouve à suffisance la profondeur du mal, l'inconscience et l'insouciance d'une certaine classe politique, sociale et religieuse. C'est dommage ! La mission qui a commencé va terminer par la force des armes. A tous les patriotes, à partir de janvier notre pays sera le nôtre et tous ces mouvements armés se verront réduits et n'auront d'autres choix que de revenir à la Table.

Inchallah



Casimir Sangala



Ouadougou : le Boulevard Charles de Gaulle devient « Boulevard Thomas SANKARA » pour compter du 15 octobre 2023.

Kassim Traoré



Air France ne reprendra pas pour le moment. La décision a été annulée car l'accord a été donné sans consultation de la hiérarchie. Le DG de l'ANAC a été limogé.

Dugutiqui Diakaridia Traore



Mr le ministre de la sécurité nous les 30 et 40 ans veut aussi être FAMA



COMMUNIQUÉ

COMMISSION BIOMÉTRIE



La Direction Générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension résidant dans le **district de Bamako**, qu'en marge **de la fourniture des pièces périodiques**, elle procédera à leur **enrôlement biométrique** à partir du **1er octobre 2023**. Cet enrôlement aura pour effet la production de cartes d'assurés biométriques.

Dans un premier temps, l'enrôlement biométrique concernera uniquement les pensionnés de Bamako.

Ils peuvent se présenter dans les Agences Principales de Bamako munis de leur **acte de naissance**.

La Direction Générale sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 25 septembre 2023

La Direction Générale



(+223) 20 22 59 17



www.inps.ml



infos@inps.ml



INPS.Mali



@INPS_Mali

Lutte contre la corruption : La coopération Mali – Algérie, souhait du Président de l'OCLEI

En visite chez l'Ambassadeur d'Algérie au Mali, Moumouni GUINDO ouvre la fenêtre de la coopération et la formation pour une lutte efficace et coordonnée contre la corruption et les infractions assimilées.



A la tête d'une forte délégation, le Président de l'OCLEI, Dr Moumouni GUINDO, a rendu visite à l'Ambassadeur de la République d'Algérie au Mali, son Excellence El Haoues Riache, le mercredi 11 octobre 2023.

La visite de travail avait à son ordre du jour, un seul point : le partenariat possible entre le Mali et l'Algérie, à travers leur institution nationale de lutte contre la corruption que sont : l'OCLEI au Mali et la Haute Autorité de Transparence, de Prévention et de Lutte contre la Corruption

en Algérie.

Selon le Président Guindo, les deux structures homologues sont déjà dans la dynamique de collaboration. Cela, à travers plusieurs initiatives qu'elles mènent ensemble dans le cadre des activités de l'Association des Autorités Anticorruption d'Afrique, dont le Mali, à travers le président de l'OCLEI, occupe la première vice-présidence du Comité exécutif ; l'Algérie est membre dudit comité.

Le Président de l'OCLEI a surtout insisté sur le partage d'expériences entre les deux structures mais aussi entre les deux Etats. Cela passe, dit-il, par la signature d'un protocole de coopération entre l'OCLEI et la Haute Autorité de Transparence, de prévention et de lutte contre la corruption. Aussi, le partenariat concernera un renforcement dans le domaine de la formation judiciaire, en faisant une mise en commun des efforts du côté de l'Institut national de formation judiciaire du Mali et l'Ecole de la Magistrature de l'Algérie. Ceci sera d'un apport très utile dans la formation de nos magistrats dans la lutte contre la corruption, le blanchiment de capitaux et le trafic financier illicite transfrontalier.

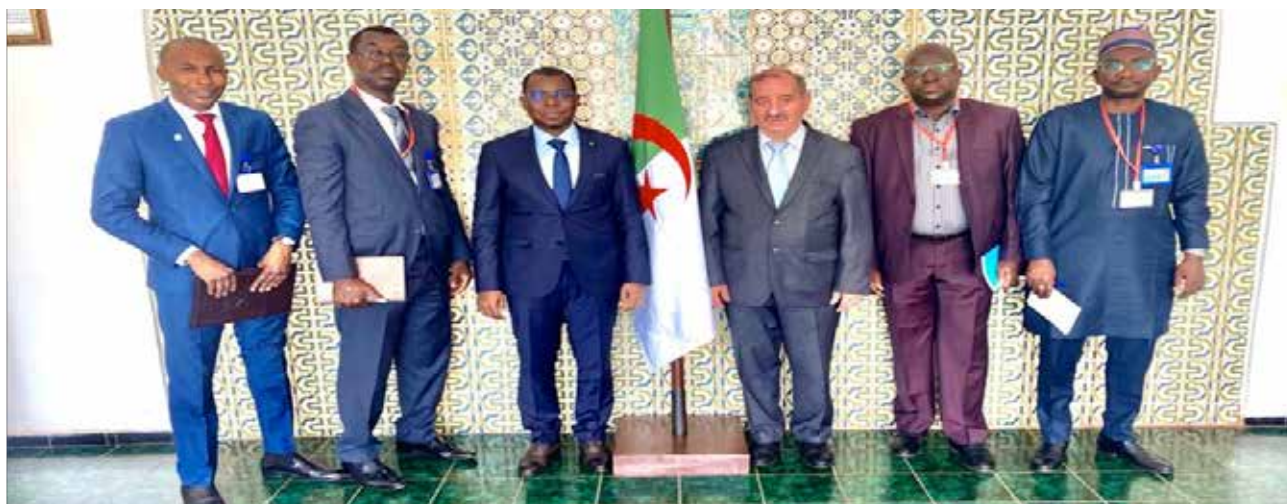
De son côté, son Excellence Monsieur l'Ambassadeur El Haoues Riache a salué la démarche de l'OCLEI et loué son dynamisme sur le plan africain. Il a affirmé la disponibilité de son pays pour la coopération entre leurs deux institutions institutionnelles mais aussi la formation des magistrats.

L'Ambassadeur a rappelé le lien séculaire qui lie les deux peuples du Mali et d'Algérie, toute chose qui justifie le partenariat dans biens de domaines de développement de nos deux pays.

Rappelons qu'une mission du Mali, conduite par le Président de l'OCLEI, Dr Moumouni GUINDO, était à Alger du 14 au 17 juillet 2023, pour prendre part au lancement de la stratégie nationale de lutte contre la corruption de ce pays ami.

Outre le président Guindo, la délégation de l'OCLEI comprenait Djibril Kane, Colonel Hamadoun Traoré, Oualy Sekou Traoré et Seybou KEITA.

Service communication OCLEI



Niger**La coordonnatrice de l'ONU priée de quitter sous 72 heures**

Les autorités militaires du Niger veulent que la coordonnatrice des Nations unies quitte le pays sous 72 heures. Elles accusent le secrétaire général de l'Onu d'avoir procédé à des "manœuvres sournoises" visant à "contrarier la participation" du pays à la 78e Assemblée générale.



Les militaires ayant pris le pouvoir au Niger ont exigé que la coordonnatrice des Nations unies, Louise Aulin, quitte le pays sous 72 heures, selon un communiqué de la diplomatie nigérienne.

Le ministère dénonce dans son texte les "entraves" orchestrées "sous l'instigation de la France" par le secrétaire général de l'Onu et des "manœuvres sournoises" visant à "contrarier la participation" du Niger à la 78e Assemblée générale de cette organisation tenue en septembre.

"Ce sabotage commandité s'est poursuivi à Vienne à l'occasion de la Conférence générale de l'AIEA du 25 au 29 septembre 2023, à Vienne et au 4e Congrès extraordinaire de l'Union postale universelle (UPU) du 1er au 5 octobre 2023, à Riyad", ajoute le communiqué.

LA FRANCE SE RETIRE

La France a commencé ces derniers jours à retirer ses quelques 1.400 soldats du Niger, après avoir rapatrié à Paris son ambassadeur à Niamey. Ces deux décisions ont été prises à la demande des militaires au pouvoir depuis le coup d'État commis fin juillet.

Le nouveau ministre nigérien des Affaires étrangères, Bakary Yaou Sangaré, qui était avant le coup d'État le représentant du pays à l'Onu, avait été envoyé à New York. Les généraux nigériens avaient dénoncé le refus du secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres de "prendre acte" de la liste officielle des délégués du Niger. M. Sangaré n'avait pas eu droit à prendre la parole lors de l'Assemblée générale.

Source: <https://fr.sputniknews.africa/>

Mines :**Le Burkina Faso à l'école du Mali**

Une délégation de haut niveau du Burkina Faso conduite par monsieur Nicolas Kagambega, conseiller spécial du président de la transition du Faso en charge des questions minières et ressources naturelles séjourne dans notre pays.



Elle a été reçue ce matin par le secrétaire général du Ministère des Mines, Monsieur Soussourou Dembéle.

La rencontre a permis d'échanger sur les questions se rapportant au secteur de l'artisanat minier, domaine, entre autres, dans lequel le Burkina veut s'inspirer de l'expérience malienne.

Les échanges ont donc porté sur l'organisation et la structuration de l'orpaillage artisanale afin que celles-ci soit bénéfique pour les populations. Le Burkina Faso veut également s'inspirer de l'expérience maliennes en matière d'octroi de titre minier, la recherche, la production et la commercialisation de l'or.

Le Mali a entrepris une réforme du secteur minier avec une place importante au développement de l'orpaillage

artisanal à travers des couloirs d'orpaillage qui seront mis à la disposition des collectivités sur leur demande.

Les échanges sur d'autres questions spécifiques continueront avec les services techniques du département.

Ccom/Mines

Accès à l'eau :

La banque mondiale préconise les 4 «I» pour résoudre l'équation

D'ici 2030, 1,6 milliard de personnes n'auront toujours pas accès à de l'eau potable ! C'est ce que la Banque mondiale a récemment révélé dans un rapport publié à l'occasion de la Semaine mondiale de l'eau 2023 célébrée du 20 au 24 août 2023 à Stockholm, en Suède.



Pour l'institution financière de Bretton Woods, il faudrait multiplier par six les niveaux actuels d'investissement pour atteindre l'Objectif de développement durable N°6 portant sur la garantie à l'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030. Or, de nos jours, moins de 2 % des dépenses publiques sont consacrées au secteur de l'eau dans les pays à revenu faible et intermédiaire où les investissements privés sont tout aussi limités.

C'est pour cette raison qu'il est temps d'accélérer la cadence en passant à l'approche des 4 «I» pour Investissement, Innovation, Information et Institutions. Ce concept vise à nous exhorter à une nouvelle manière de penser et gérer l'eau. C'était précisément l'objectif de l'édition 2023 de la Semaine mondiale de l'eau célébrée sous la thématique, «les graines du changement : des idées innovantes

pour une gestion raisonnée de l'eau dans le monde». Organisée à Stockholm [en Suède du 20 au 24 août 2023], la conférence commémorative a invité à «changer nos manières de voir, d'innover et de gouverner cette ressource qui se fait toujours plus rare dans un monde de plus en plus instable».

C'est à cela aussi que la Banque mondiale travaille ces dernières années en tant que plus grand bailleur de fonds multilatéral pour le secteur de l'eau dans les pays en développement. «Avec un portefeuille qui s'élève actuellement à 27 milliards de dollars, nous nous attachons à accroître les financements publics et privés indispensables pour résoudre la crise de l'eau. Au cours de l'exercice 2023, les programmes soutenus par la Banque mondiale ont permis à près de 30 millions de personnes d'avoir accès à l'eau ou à l'assainissement», a-t-elle précisé dans un communiqué de presse publié en amont de la semaine mondiale.

Naby
Le Matin

Zone UEMOA :

Tenu d'un colloque sur le bilan et perspectives des 20 ans de politique agricole

Ouagadougou, la capitale burkinabée abrite depuis le 10 octobre dernier un colloque sur les 20 ans de politique Agricole de l'UEMOA : bilan et perspectives. L'ouverture des travaux était présidée par Bakary Sawadogo, conseiller technique au ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydro-agricole burkinabé. C'était en présence des partenaires financiers comme la BCEAO, BOAD, BAD, CLISS.

Ce colloque est initié en vue d'analyser les acquis et de tirer les enseignements pour une relance véritable de la transformation durable du secteur agricole de l'UEMOA.

Le secteur agricole constitue l'un des moteurs de l'économie des pays de notre espace. C'est pourquoi les hautes instances de l'union ont très tôt adopté, par acte additionnel en décembre 2001, la politique Agricole de l'UEMOA pour contribuer à relever trois défis à savoir : nourrir la population de la région dans un contexte de forte croissance démographique et d'urbanisation, accroître la production agricole de façons durables par l'intensification et réduire la pauvreté en milieu rural en améliorant le revenu et le statut des agriculteurs », a expliqué le représentant du ministre dans son discours.

A ses dires, la conduite de cet important chantier de transformation de l'Agriculture dans la région à impliquer la mobilisation des États membres.

Enfin, il a saisi cette occasion pour féliciter la commission de l'UEMOA, les techniciens des ministères en charge de l'Agriculture ainsi que les acteurs du secteur agricole qui ont travaillé résolument pour faire le point des perfor-

mances agro-sylvopastoral.

A.Ouattara/Malijet.com
Source : Malijet



Rentrée scolaire : Plaidoyer pour la réouverture et la sécurisation des écoles fermées dans la région de Ségou

La réouverture et la sécurisation des écoles fermées dans la région de Ségou est aujourd'hui une grande préoccupation du Réseau régional des organisations de la société civile pour le plaidoyer de Ségou (RPR-SEGOU). Et il est en train de mobiliser les forces vives régionales pour cette cause.

Influencer les autorités régionales afin de les sensibiliser pour la réouverture des écoles fermées dans la région de Ségou. Tel est l'objectif principal d'une campagne initiée par Réseau régional des organisations de la société civile pour le plaidoyer de Ségou (RPR-SEGOU). Il s'agit de créer les conditions de réinsertion de ces enfants privés de leur droit fondamental à l'éducation. «L'organisation de cette campagne plaidoyer vise à susciter la ré-

flexion sur la réouverture des écoles fermées», a soutenu Albadia Touré, président du RPR-Ségou.

Représentant le gouverneur de la région de Ségou, Mamadou Traoré (conseiller aux Affaires économiques et financières) a salué les efforts des partenaires tels que OXFAM et G-Force pour leur impact sur les communautés dans la région. Il a également salué l'initiative du réseau qui permettra de donner «une lueur d'espoir aux enfants qui sont dans la déperdition scolaire et exposés aux risques de protection».

Une rencontre organisée Le 2 octobre 2023 a permis de faire le point de la situation des écoles fermées afin de mener une campagne de plaidoyer pour leur réouverture. Il s'agit aujourd'hui de déterminer les causes et les conséquences de la fermeture de ces écoles, de faire des propositions en impliquant tous les acteurs de l'école.

Hamady Tamba avec Balanzan Info
Le Matin





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

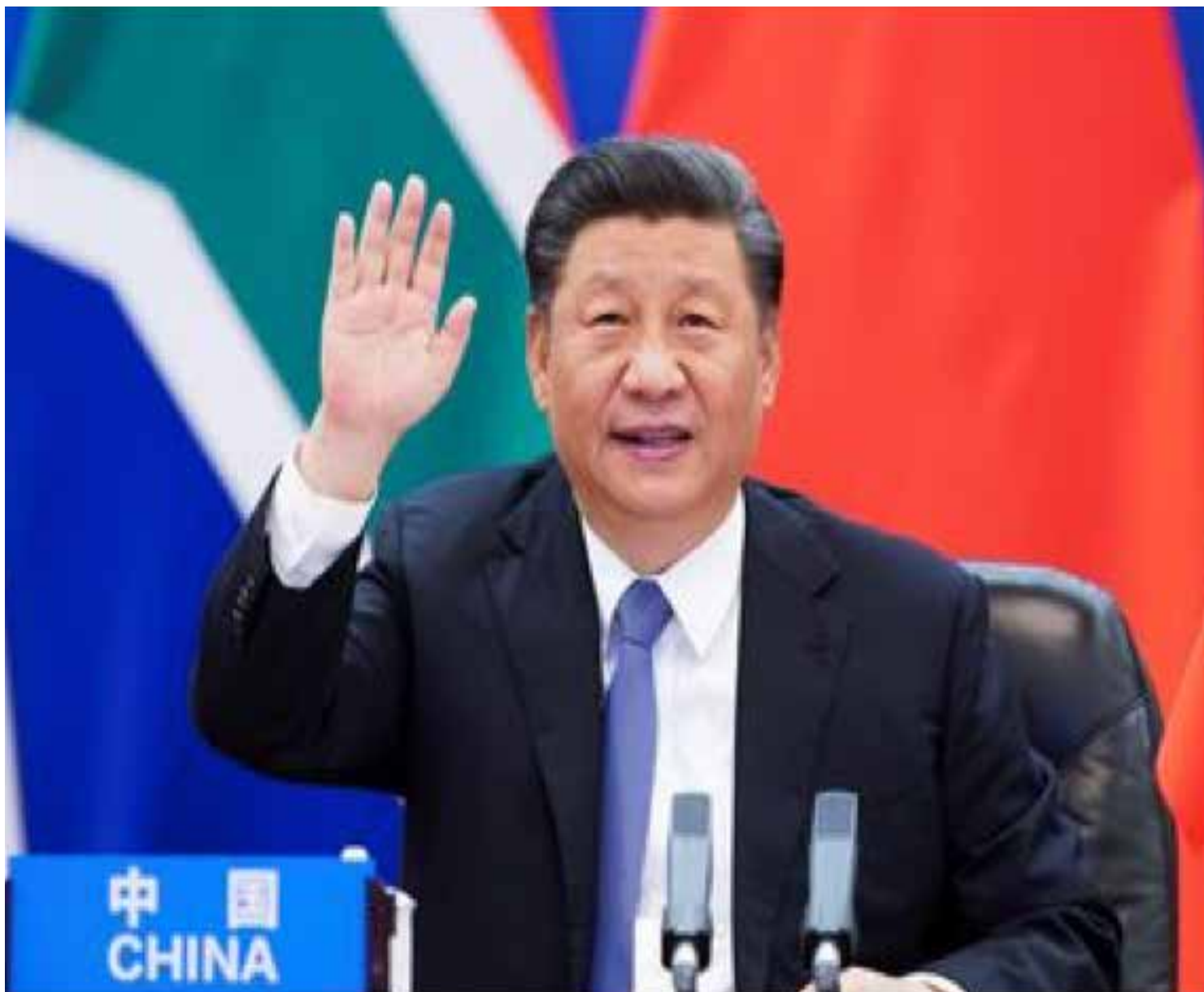
- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

S.E Xi Jinping

Promouvoir ensemble la modernisation en vue d'un avenir meilleur pour la chine et l'Afrique



Discours de Monsieur Xi Jinping
Président de la République populaire de Chine au Dialogue
des dirigeants chinois et africains

Johannesburg, le 24 août 2023

Monsieur le Président Matamela Cyril

**Ramaphosa,
Messieurs les Chefs d'État,**

Chers Collègues,

C'est un grand plaisir pour moi
de présider avec le Président Ramaphosa le Dialogue des dirigeants

chinois et africains. Je suis très heureux de revoir face à face mes amis africains cinq ans après pour procéder à des échanges sur l'amitié et la coopération sino-africaines. Je vous remercie d'être venus au dialogue et je voudrais adresser mes salutations cordiales aux dirigeants africains qui

SPECIAL 63^e ANNIVERSAIRE DE L'ETABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES SINO-MALIENNES

ne sont pas présents aujourd'hui.

L'Afrique est une terre d'espoir au 21^e siècle. C'est la dixième fois que j'ai mis les pieds sur le sol africain, et chaque déplacement me permet de voir les nouveaux progrès et changements sur le continent. Cette année marque le 60^e anniversaire de la fondation de l'Organisation de l'Unité Africaine. À cette occasion, je tiens à exprimer mes sincères félicitations à vous tous et aux peuples africains.

Durant les 60 ans écoulés, guidés par le drapeau du panafricanisme, les pays africains ont avancé à grandes enjambées vers une Afrique indépendante, unie, forte et intégrée, en démontrant la force de l'Afrique dans la lutte pour préserver le multilatéralisme et défendre les intérêts communs des pays en développement. L'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA) progresse solidement, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est officiellement lancée et la coordination entre les organisations sous-régionales continue de se renforcer. L'Afrique devient un pôle important doté d'une influence mondiale.

Lors de mon premier déplacement à l'étranger en ma qualité de Président chinois en 2013, je suis venu en Afrique et j'ai avancé le principe de sincérité, de résultats effectifs, d'amitié et de bonne foi pour les relations sino-africaines. Au cours des dix dernières années, nous avons œuvré à la lumière de ce principe avec nos amis africains pour puiser la force dans l'esprit d'amitié et de coopération Chine-Afrique, avancer résolument sur la voie de la solidarité et de la coopération, défendre fermement la justice malgré les aléas internationaux et nous entraider face aux impacts de la COVID-19. Ainsi avons-nous porté les relations sino-africaines à de nouvelles hauteurs et dans la nouvelle phase de la construction conjointe d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de haut niveau.

Chers Collègues,

La Chine avance aujourd'hui vers la réalisation de l'objectif du deuxième centenaire, à savoir faire de la Chine un grand pays socialiste moderne dans tous les domaines qui soit prospère, puissant, démocratique, hautement civilisé, harmonieux et beau d'ici le centenaire de la fondation de la Chine nouvelle et promouvoir sur tous les plans le grand renouveau de la nation chinoise par la modernisation à la chinoise. L'Afrique, quant à elle, avance de manière accélérée vers les belles perspectives dessinées dans l'Agenda 2063 de l'UA et déploie tous ses efforts en vue d'une nouvelle Afrique pacifique, unie, prospère et forte. La Chine et l'Afrique doivent unir leurs efforts pour créer un environnement favorable à la réalisation des visions de développement de l'une et de l'autre.

— **Favoriser ensemble un ordre international juste et équitable.** Nous devons faire valoir l'esprit de solidarité, porter le véritable multilatéralisme, rejeter sans équivoque les vestiges du colonialisme et toutes sortes d'actes hégémoniques, nous soutenir fermement dans les efforts pour préserver les intérêts vitaux de part et d'autre, défendre résolument les revendications justes des pays en développement et faire évoluer l'ordre international dans un sens plus juste et plus équitable.

— **Préserver ensemble un environnement mondial de paix et de sécurité.** L'Afrique œuvre sans relâche à l'objectif de « faire taire les armes ». Nous sommes prêts à travailler avec l'Afrique pour traduire en actes la nouvelle vision de sécurité commune, intégrée, coopérative et durable, préconiser la résolution de divergences et de conflits par le dialogue et la coopération, et favoriser le règlement politique des points chauds régionaux et internationaux, de sorte à préserver la paix et la stabilité dans le monde. Nous devons veiller

à la coexistence harmonieuse entre l'homme et la nature et sauvegarder la sécurité écologique mondiale.

— **Bâtir ensemble une économie mondiale ouverte et inclusive.** Nous devons briser les barrières et non ériger des murs, rechercher l'ouverture et non la fermeture. Nous devons poursuivre d'amples consultations et apporter une contribution conjointe en vue de bénéfices partagés et nous opposer à ce que le gagnant prenne tout, de sorte à bâtir une économie mondiale ouverte où les pays en développement seront mieux intégrés à la division mondiale du travail et bénéficieront tous des acquis de la mondialisation économique. Nous devons transcender le clivage civilisationnel par les échanges et promouvoir l'inclusion et l'inspiration mutuelle entre les civilisations, en vue d'apporter une nouvelle contribution au progrès de l'humanité.

Chers Collègues,

Il y a de multiples voies qui mènent à la modernisation. Les peuples africains sont les mieux placés pour dire quelle voie de développement est la plus adaptée à l'Afrique. La promotion de l'intégration est la voie de modernisation librement choisie par les pays et les peuples africains. La Chine a toujours fermement soutenu le continent et souhaite l'accompagner sur la voie vers sa modernisation. Depuis des années, la Chine a aidé l'Afrique à construire de nombreuses infrastructures d'interconnexion et développé de larges coopérations avec l'UA et les organisations sous-régionales, avec la construction des projets panafricains emblématiques comme le Centre de Conférence de l'UA et le siège du CDC africain.

À l'avenir, la Chine travaillera avec l'Afrique au renforcement de l'articulation de leurs stratégies de développement. La Chine, s'appuyant sur la coopération dans le cadre de l'Initiative « la Ceinture et la Route » et le Forum sur la Coopération si-

SPECIAL 63^e ANNIVERSAIRE DE L'ETABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES SINO-MALIENNES

no-africaine (FCSA) et en synergie avec l'Agenda 2063 de l'UA, renforcera le dialogue et la communication avec l'Afrique aux différents échelons et soutiendra les institutions d'intégration africaines comme le Secrétariat de la ZLECAf, le système de paiement et de règlement panafricain et l'Union africaine de Radiodiffusion dans l'établissement de mécanismes de coopération avec la Chine.

La Chine continuera de soutenir les efforts de l'Afrique visant à parler d'une seule voix dans les affaires internationales et à rehausser sa place internationale. La Chine travaillera activement au Sommet du G20 du mois prochain à ce que l'UA devienne membre à part entière du G20. Elle soutient l'adoption de dispositions spéciales permettant de répondre en priorité aux aspirations de l'Afrique sur la question de la réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies, et appelle les institutions financières multilatérales à renforcer le droit à la parole des pays africains.

En vue de bien planifier la coopération pragmatique sino-africaine de la prochaine étape et de contribuer à l'accélération de l'intégration et de la modernisation de l'Afrique, je voudrais avancer les trois propositions suivantes :

— **La Chine lancera l'Initiative pour le soutien à l'industrialisation de l'Afrique.** Elle mobilisera des ressources de sa coopération avec l'Afrique et l'initiative des entreprises chinoises pour soutenir le développement du secteur manufacturier et la réalisation de l'industrialisation et de la diversification économique du continent. Elle travaillera également, dans la mise en œuvre des « neuf programmes » du FCSA, à orienter les ressources en matière d'aides, d'investissement et de financement vers les projets d'industrialisation.

— **La Chine lancera le Programme d'assistance à la mo-**

dernisation de l'agriculture de l'Afrique. Elle accompagnera l'Afrique dans l'extension de ses cultures céréalières, encouragera les entreprises chinoises à accroître leurs investissements dans l'agriculture en Afrique et renforcera la coopération sur les technologies agricoles, dont celles liées aux semences, en vue de contribuer à la transformation et à la montée en gamme de l'agriculture en Afrique. Nous organiserons le deuxième Forum sino-africain sur la coopération agricole en novembre prochain à Hainan.

Pour accompagner l'Afrique dans la réponse à la crise alimentaire actuelle, la Chine fournira des aides alimentaires d'urgence supplémentaires aux pays africains qui en ont besoin. Ce qui est encore plus important, c'est que la Chine est convaincue que l'Afrique, à travers ses propres efforts, parviendra certainement à l'autosuffisance alimentaire.

— **La Chine lancera le Plan de coopération sino-africaine pour le développement des talents.** Elle envisage de former chaque année pour l'Afrique 500 directeurs et enseignants performants des écoles professionnelles, ainsi que 10 000 talents qui maîtrisent la langue chinoise et les compétences professionnelles. La Chine entend inviter 20 000 officiels gouvernementaux et professionnels techniques des pays africains à des séminaires ou forums. Pour soutenir le renforcement des capacités africaines en matière de sciences, d'éducation et d'innovation, la Chine mettra en œuvre le Programme de coopération entre 100 établissements d'enseignement supérieur chinois et africains et lancera 10 projets pilotes entre les instituts de recherche chinois et africains partenaires.

Chers Collègues,

Dans le monde d'aujourd'hui de changements et d'instabilités, les

transformations jamais connues depuis un siècle s'accélèrent. Nous faisons face aux problèmes de notre époque : régler le déficit de développement, répondre aux défis sécuritaires et renforcer l'inspiration mutuelle entre civilisations. Pour y répondre, j'ai avancé l'Initiative pour le développement mondial, l'Initiative pour la sécurité mondiale et l'Initiative pour la civilisation mondiale, appelé à promouvoir la paix, le développement, la coopération et le bénéfice mutuel, et œuvré à la construction de la communauté d'avenir partagé pour l'humanité. Ces propositions ont reçu un large soutien des pays africains. Par des efforts conjoints dans la recherche de la modernisation, la Chine et l'Afrique répondent aux questions que pose l'Histoire et œuvrent à la cause grandiose de la coopération gagnant-gagnant, de la coexistence harmonieuse et de la prospérité commune des civilisations.

En 2024, nous organiserons en Chine la prochaine conférence du FCSA, qui sera une nouvelle occasion pour la Chine et l'Afrique de se réunir et d'envisager le développement futur. Nous attendons tous beaucoup de ce rendez-vous important. Je suis convaincu que la Chine et l'Afrique feront rayonner davantage leur amitié traditionnelle, approfondiront leur solidarité et coopération, et favoriseront un développement vigoureux de leur coopération dans différents domaines. L'engagement commun de la Chine et de l'Afrique à promouvoir la modernisation permettra certainement de créer un avenir plus radieux pour les peuples chinois et africains et de donner l'exemple dans la construction de la communauté d'avenir partagé pour l'humanité.

Je vous remercie.

■ **Source : Ambassade de Chine au Mali**

S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mal : « Construisons main dans la main une communauté mondiale d'avenir partagé, créons ensemble un meilleur avenir pour l'humanité »



Le concept d'une communauté mondiale d'avenir partagé a été avancé par le président chinois XI Jinping pour la première fois dans son discours à l'Institut des relations internationales de Moscou il y a 10 ans. Cela a répondu aux questions sur le monde, sur l'histoire et sur l'époque: " Où va l'humanité ?", surtout dans le contexte des transformations importantes inédites

depuis un siècle. Cela a éclairé le chemin à suivre pour un monde enquêtant et cherchant, et a offert une solution chinoise pour que les peuples du monde avancent ensemble vers un avenir meilleur, en préservant notre maison commune et en partageant la prospérité.

Au cours de ces 10 dernières années, le concept de construction d'une

communauté mondiale d'avenir partagé n'a cessé de s'enrichir et de se développer. Le président XI Jinping a avancé successivement "Une proposition en cinq points" [soit : Construire des partenariats dans lesquels les pays se traitent en égaux, s'engagent dans une consultation extensive et renforcent la compréhension mutuelle. Créer un environnement de sécurité caractérisé par l'équité,

SPECIAL 63^e ANNIVERSAIRE DE L'ETABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES SINO-MALIENNES

la justice, les efforts conjoints et les intérêts partagés. Promouvoir un développement ouvert, innovant et inclusif qui profite à tous. Intensifier les échanges entre les civilisations pour promouvoir l'harmonie, l'inclusivité et le respect des différences. Construire un écosystème qui place la nature et le développement vert au premier plan) et "Cinq objectifs pour le monde" (soit : Construire un monde de paix durable par le dialogue et la consultation. Construire un monde de sécurité commune pour tous grâce aux efforts conjoints. Construire un monde de prospérité commune par la coopération gagnant-gagnant. Construire un monde ouvert et inclusif par les échanges et l'apprentissage mutuel. Rendre notre monde propre et beau en poursuivant un développement vert et à faible émission de carbone). En vue de construire une communauté d'avenir partagé pour l'humanité, tous les peuples, pays et individus doivent rester solidaires, s'efforcer à transformer en réalité l'aspiration de la population à une vie meilleure.

Au cours de ces 10 dernières années, la mise en œuvre de la construction d'une communauté mondiale d'avenir partagé a progressé de manière constante. Les initiatives telles que la Ceinture et la Route, l'Initiative mondiale pour le développement, l'Initiative mondiale pour la sécurité et l'Initiative mondiale pour la civilisation ont été mises en œuvre, apportant la prospérité et la stabilité

au monde et créant des avantages substantiels pour les populations.

Au cours de ces 10 dernières années, le concept de la construction d'une communauté mondiale d'avenir partagé s'est enraciné dans les esprits humains et a obtenu la reconnaissance de nombreux pays et peuples, y compris le Mali. Ce concept est conforme aux intérêts communs de l'humanité tout entière, reflète la volonté de la population mondiale pour la paix, la justice et le progrès, et rassemble le plus grand consensus possible pour la construction d'un monde meilleur. La communauté internationale estime généralement que le concept de communauté mondiale d'avenir partagé va au-delà de l'égoïsme et du protectionnisme, brise la pensée hégémonique de quelques pays et reflète la vision de la Chine sur le développement de l'humanité, ce qui revêt une grande importance pour promouvoir l'unité et la coopération entre tous les pays et pour créer un avenir meilleur pour l'humanité.

Construire une communauté mondiale d'avenir partagé est à la fois une vision salutaire et un processus historique exigeant un dur labeur sur plusieurs générations. Pour la réalisation de cette vision salutaire, la confiance et la détermination sont la priorité, l'esprit large et la vision globale sont le fondement, et la responsabilité et l'action sont la clé.

La Chine et l'Afrique partagent des

histoires similaires et des tâches de développement communes. Elles se sont soutenues mutuellement dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme, ont coopéré étroitement dans les affaires internationales et régionales, et ont défendu ensemble les intérêts des pays en développement et la justice internationale. Au cours des décennies, la Chine et l'Afrique ont maintenu une amitié sincère et une coopération solide, formant une communauté de destin caractérisée par l'unité dans l'adversité. Aujourd'hui, la Chine et les pays africains se trouvent tous à une étape cruciale du renouveau national. Le développement des relations sino-africaines fait face à de nouvelles opportunités historiques.

En 2024, nous organiserons en Chine la prochaine conférence du Forum sur la Coopération sino-africaine. Je suis convaincu que la Chine et l'Afrique feront rayonner davantage leur amitié traditionnelle, approfondiront leur solidarité et coopération, et favoriseront un développement vigoureux de leur coopération dans différents domaines. L'engagement commun de la Chine et de l'Afrique à promouvoir la modernisation permettra certainement de créer un avenir plus radieux pour les peuples chinois et africains et de donner l'exemple dans la construction de la communauté d'avenir partagé pour l'humanité.

Source :

■ Ambassade de Chine au Mali

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikle.com

Relations sino- maliennes :

Des dates, une amitié sincère, une solidarité agissante et des initiatives du président XI JINPING

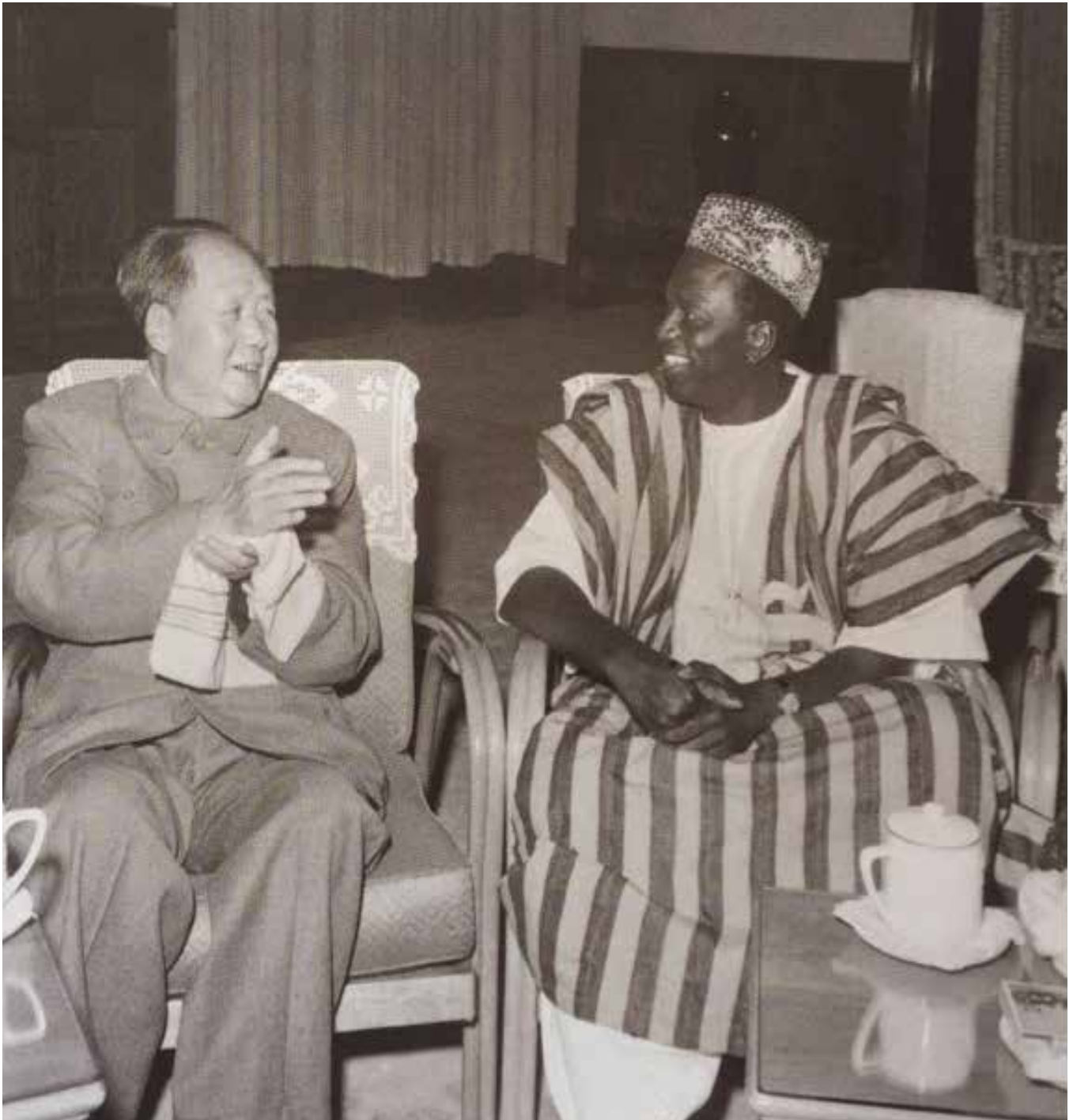
Les mois de Septembre et d'Octobre réservent des dates mémorables qui demeurent gravées pour toujours en lettres d'or dans les annales de l'histoire des relations Sino-maliennes. En effet le 22 Septembre et le 1er Octobre 2023, les peuples Chinois et Maliens célèbrent respectivement le 63ème et le 74ème anniversaires de l'accession à l'indépendance de la République du Mali et de la fondation de la République Populaire de Chine. Le 22 Octobre 2023, les deux peuples se retrouvent dans la communion pour commémorer la date historique de la signature par le Président Modibo Keita, Ministre des Affaires Etrangères de la République du Mali nouvellement indépendant et l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine en Guinée Conakry, des documents établissant les relations diplomatiques entre les deux pays. L'acte ainsi posé par les deux diplomates au Palais de Koulouba, Bamako a consacré la reconnaissance par le Mali d'une seule et unique Chine. La Chine est parmi les premiers pays au monde à reconnaître officiellement le Mali indépendant. A cet instant est née une amitié sincère, agissante, pragmatique basée sur le respect mutuel, l'égalité et l'admiration réciproque entre deux grands peuples, dignes héritiers de deux grands empires ; celui du milieu et celui du Mali, celui d'Asie et celui d'Afrique, qui ont façonné de brillantes civilisations multimillénaires dans l'histoire des sociétés humaines. Le 25 Octobre 1960 les échanges de missions diplomatiques ont consolidé davantage l'acte posé présentant cette amitié sincère, tel un géant baobab dans la savane qui prend sa sève nourricière

à la source de profondes convictions politiques et de riches cultures. Cette amitié résiste aux temps, aux soubresauts et aux contingences sur la scène internationale. Elle se perpétue comme coulent à jamais les eaux du fleuve jaune, le Yangtsé et celles du fleuve Niger, le Djoliba, arrosant les jardins des générations futures.

En cette année 2023, l'amitié Sino-malienne affiche une solidité exemplaire, comme une véritable alliance politique, économique, diplomatique, sociale et culturelle mutuellement bénéfique. S'incrustant allègrement dans le temps, elle étale à la face du monde ses nombreux fruits et ses belles et prometteuses perspectives. Cette forme d'amitié s'avère singulière et même rare. Les facteurs qui rendent cette amitié singulière et rare résident d'abord dans la fidélité aux engagements initiaux, dans les succès probants enregistrés au cours des décennies, mais aussi et surtout dans le fait que les deux amis partagent les Cinq Principes de la Coexistence pacifique, définis comme suit : le respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté ; la non-agression ; la non-ingérence réciproque dans les affaires intérieures ; l'égalité et bénéfice mutuel ; la coexistence pacifique. Les Cinq Principes de la Coexistence Pacifique ont certes vu le jour en Asie, mais ils portent en eux la philosophie des us et traditions culturelles des peuples Chinois et Maliens ouverts à la paix et à l'harmonie dans la différence. Le Mali et la Chine doivent avant tout le succès de leur amitié à eux-mêmes. A cet égard les deux pays doivent continuer à la défendre face

à l'adversité manifeste dans l'arène internationale, à la résurgence de l'esprit de la guerre froide et aux velléités hégémoniques des puissances occidentales. Une façon de défendre cette sincère amitié consiste à sympathiser d'avantage et à se soutenir mutuellement pour construire ensemble « une communauté de destin Chine-Mali encore plus solide ». Au cours de la décennie écoulée, l'amitié entre la Chine et le Mali est demeurée vivace et s'est même renforcée en dépit des tensions multiformes que traverse les relations internationales. Aujourd'hui, le maintien de cette amitié à son plus haut niveau demeure dans le fait que le flambeau de ladite amitié historique se transmet de génération en génération. Le 03 Mars 2022, lors d'une interview qu'il a accordée à la Télévision Nationale du Mali (ORTM), M. Chen Zhihong, l'ambassadeur de la République Populaire de Chine au Mali, en diplomate des peuples a éloquentement édifié sur la qualité de l'amitié qui nourrit les relations Sino-maliennes en réaffirmant la déclaration de Wang Yi, le Ministre des Affaires Etrangères de Chine en ces termes : « Une sincère amitié de longue date qui se perpétue ». L'amitié Sino-malienne est sans nul doute un modèle de relation Sud-Sud, fondée sur la confiance réciproque et la solidarité militante. La Chine et le Mali coopèrent étroitement sur la scène internationale. Ils partagent des intérêts stratégiques communs et des positions communes sur de nombreuses questions importantes aux niveaux mondial et régional. Aux Nations Unies et dans d'autres Organisations Internationales, les deux parties tiennent régulièrement des consultations bilatérales. Les deux

SPECIAL 63^e ANNIVERSAIRE DE L'ETABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES SINO-MALIENNES



pays œuvrent ensemble pour protéger, défendre les droits et intérêts légitimes des pays en développement.

Au moment où le Mali et la Chine célèbrent les anniversaires de leur indépendance, de leur souveraineté, de l'établissement de leurs relations diplomatiques, de leur amitié, les peuples Malien et Chinois doivent

garder à l'esprit que la première génération de Dirigeants (Chairman Mao Zedong, Zhou Enlai, Président Modibo Keita, Seydou Badian Kouyaté ...) a exprimé les vœux testamentaires que les générations futures, notamment la nôtre, apportent des jours encore plus merveilleux et déterminants dans les relations entre les deux pays et les deux peuples. La première génération de Diri-

geants de la Chine et du Mali a voulu que soit pérenniser l'amitié sincère agissant comme une énergie qui illumine le monde en développement et fait de l'amitié Sino-malienne la première et unique championne de toutes les amitiés. Toutes les fois que les peuples Chinois et Maliens auront à échanger sur cette génération d'héros des luttes pour l'indépendance, la paix, la justice et

SPECIAL 63^e ANNIVERSAIRE DE L'ETABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES SINO-MALIENNES

le développement, ils devront se rappeler que ladite génération a consenti des sacrifices énormes, parfois ultimes pour construire les relations Sino-maliennes pour une simple raison : la réalisation des aspirations des peuples à une vie meilleure, dans l'honneur et la dignité. Cet héritage, oh, combien pesant, se révèle comme un véritable défi. Face à ce défi, le plus important est de persister dans l'indépendance, la promotion de la paix et du développement partagé, la sauvegarde de la souveraineté et aux engagements initiaux.

Depuis 2013, l'amitié Sino-malienne a entamé une « nouvelle ère » au regard des initiatives du Président Xi Jinping, devenues biens communs de l'humanité. Ces initiatives constituent de véritables opportunités. Il s'agit entre autres tout d'abord de prendre en compte, de s'approprier les neuf programmes pragmatiques du Président Chinois adoptés lors de la Conférence du Forum sur la Coopération Sino-africaine de Dakar en 2021, à savoir : le programme pour la santé, la réduction de la pauvreté et l'agriculture, la promotion du commerce, la promotion de

l'investissement, l'innovation numérique, le développement vert, le renforcement des capacités, les échanges humains et culturels, ainsi que la paix et la sécurité. Il s'agit aussi d'œuvrer à l'intensification et à la diversification des domaines d'intervention de la Chine au Mali à travers les initiatives que sont : « l'Initiative la Ceinture et la Route » à laquelle le Mali a adhéré en 2019, « l'Initiative pour la Civilisation mondiale » [invitant à « préconiser ensemble le respect de la diversité des civilisations dans le monde ; adhérer à l'égalité, à l'appréciation mutuelle, au dialogue et à la tolérance entre les civilisations, et transcender les barrières civilisationnelles par des échanges civilisationnels »], « l'Initiative pour le Développement mondial » et « l'Initiative pour la Sécurité mondiale ». Il s'agit là d'importantes et pertinentes propositions qui donnent l'espoir de guérir le monde en crise. Dans le cadre de ces Initiatives la valorisation des projets de proximité pourrait aider le Mali à jeter les bases d'une « économie de transformation des matières premières, du secteur primaire et du sous-sol, en créant de la valeur ajoutée, en promouvant la création

d'emplois pérennes au profit des jeunes ». De 1964 à 1968, cette philosophie était à la base des réussites et des réalisations économiques du régime du Président Modibo Keita grâce à la Chine. Ces efforts ont été malheureusement anéantis par les ajustements structurels imposés au pays Africains par les institutions de Bretton Woods. La Chine réitère constamment sa disponibilité à travailler avec le Mali pour « approfondir la coordination des stratégies de développement entre les deux pays, promouvoir la montée en gamme de la coopération Sino-malienne ». Alors il est important de noter que « c'est en restant fidèle à notre engagement initial que nous pouvons accomplir notre mission », une mission générationnelle.

Guo Qing Kuai le-Bonne Fête Nationale.

■ **Prof. Yoro DIALLO**

Chercheur Principal / Directeur
Exécutif du Centre d'Etudes Franco-phones
Directeur du Musée Africain
Institute of African Studies, Zhejiang
Normal University, CHINA
E-mail : inadial@yahoo.com /
Tél : (0086)15888991173

La modernisation à la chinoise Une cause grandiose dirigée par le Parti communiste chinois

L'année 2023 marque le 74^{ème} anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine et le 45^{ème} anniversaire de la réforme et de l'ouverture de la Chine. Le peuple chinois s'engage aujourd'hui dans la voie de la promotion intégrale du grand renouveau de la nation par la modernisation à la chinoise. Le Parti communiste chinois (PCC), qui s'est lancé dès le début dans la recherche d'une voie de modernisation pour

la Chine, a conduit le peuple chinois tout entier à réaliser de grands accomplissements après de longues années d'efforts.

Dirigée par le PCC, cette modernisation est adaptée aux réalités nationales

Depuis l'éclatement de la guerre de l'opium en 1840, d'innombrables Chinois aux nobles idéaux ont déployé des efforts persévérants dans

la quête d'une voie de modernisation pour la Chine. De la fin de la dynastie Qing à la République de Chine, se sont succédé le mouvement d'auto-renforcement visant à apprendre les technologies occidentales, la Réforme des Cent Jours de 1898 dont l'objectif était d'instaurer une monarchie constitutionnelle, et la révolution de 1911 pour établir une République à l'occidentale en Chine. Mais tous ces plans qui copiaient mécaniquement le modèle occidental ont

SPECIAL 63^e ANNIVERSAIRE DE L'ETABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES SINO-MALIENNES



échoué du fait qu'ils ne correspon-
daient pas aux réalités chinoises.

Comme les faits l'ont démontré, la voie occidentale de la modernisation ne fonctionne pas pour la Chine. Le PCC, dès sa fondation, était ancré dans la réalité du pays et a réussi à conduire les Chinois à trouver la bonne voie pour parvenir à l'indépendance nationale, à la libération du peuple et à la prospérité du pays. Les communistes chinois ont été les premiers à se baser sur les conditions nationales de l'époque et à étudier et utiliser le marxisme pour promouvoir une modernisation socialiste en Chine. Cette voie de modernisation, de par sa conformité à la logique interne de la civilisation chinoise et son adaptation aux conditions nationales, affiche une vitalité extraordinaire.

Dirigée par le PCC, cette modernisation est au service du peuple

Les Statuts du PCC stipulent que le PCC est le détachement d'avant-garde du peuple chinois et de la nation chinoise et qu'il représente les intérêts fondamentaux de l'ensemble de la population chinoise. Sous sa conduite, la modernisation à la chinoise, centrée sur le peuple, a pour objectif et mission la réalisation des aspirations de la population à une vie meilleure.

La nation chinoise fait montre d'une vieille sagesse – le peuple est le fondement d'un État et l'État sera stable lorsque le fondement est solide. Mencius, représentant par excellence du confucianisme à l'époque des Royaumes combattants, a avan-

cé l'idée que « Pour gagner l'affection des peuples, il est une conduite à tenir. Procurez-leur abondamment ce qu'ils désirent ; ne leur faites pas ce qu'ils n'aiment pas », soulignant ainsi l'importance de conserver le soutien du peuple et de servir le peuple. Mettre le peuple au cœur de l'action est la vision que porte le PCC en s'inspirant de la sagesse politique traditionnelle chinoise. C'est aussi le fondement même de la modernisation à la chinoise.

Sous la direction du PCC, la Chine a remporté la plus grande bataille contre la pauvreté de l'histoire de l'humanité, en sortant plus de 800 millions de personnes de la pauvreté et en atteignant avec dix ans d'avance l'objectif d'élimination de la pauvreté absolue dans le Programme de développement durable

SPECIAL 63^e ANNIVERSAIRE DE L'ETABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES SINO-MALIENNES



à l'horizon 2030 des Nations Unies. Nous avons mis en place le plus grand réseau de protection sociale au monde, avec plus de 1,34 milliard de personnes bénéficiant d'une assurance maladie de base en 2022. De grands efforts ont aussi été déployés pour répondre aux défis environnementaux qui touchent la vie quotidienne de la population. Les tempêtes de sable et les smogs ont été considérablement réduits, les montagnes sont plus verdoyantes et l'eau, plus limpide... Les petits changements au quotidien font avancer le grand navire de la modernisation à la chinoise.

Dirigée par le PCC, cette modernisation apporte du bénéfice au monde

Le PCC œuvre à l'avenir du monde. La modernisation à la chinoise, dirigée par le PCC, recherche non seulement le bonheur du peuple chinois et le grand renouveau de la nation

chinoise, mais aussi le progrès de l'humanité et l'harmonie dans le monde.

Parti politique marxiste, le PCC est né pour la mission de la libération de l'humanité et porte une vision internationaliste. Héritier de la culture chinoise, il reste convaincu que « la Grande Voie doit mener au plus grand bien de tous » et œuvre au rayonnement des valeurs traditionnelles de la nation chinoise.

Qu'est-ce qui est arrivé à notre monde ? Que devons-nous faire ? À ces questions d'actualité, la Chine, en s'avançant sur la voie de sa modernisation dirigée par le PCC, a activement apporté sa réponse. Elle a avancé la vision de la communauté d'avenir partagé pour l'humanité, et développé la coopération dans le cadre de l'Initiative « La Ceinture et la Route » en signant des accords avec plus de 150 pays et 30 organisations internationales. Selon un

rapport de la Banque mondiale, l'Initiative « la Ceinture et la Route », depuis son lancement il y a 10 ans, a permis de créer 420 000 emplois dans les pays partenaires, de sortir près de 40 millions de personnes de la pauvreté et d'augmenter de 3,6 points de pourcentage la part qu'occupent les économies émergentes et en développement dans le PIB mondial. D'ici à 2030, la coopération dans le cadre de cette Initiative générera au niveau mondial des bénéfices annuels à hauteur de 1 600 milliards de dollars américains, soit 1,3 % du PIB mondial.

Sous la conduite du PCC, la Chine continuera d'apporter, par sa modernisation, de nouvelles opportunités au monde, en vue de réaliser le développement commun et la prospérité partagée de tous les pays.

■ **Par S.E.M. CHEN Zhihong,**
Ambassadeur de Chine au Mal



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Mali

Annulation de l'autorisation de reprise de la desserte par Air France



Les autorités maliennes ont contraint Air France à revoir son projet de reprise de la desserte de Bamako, qui était initialement prévue pour la fin de la semaine. Cette desserte avait été suspendue depuis deux mois en raison des tensions au Sahel et entre les deux capitales.

Air France avait annoncé mardi qu'elle reprendrait ses vols entre l'aéroport Charles-de-Gaulle et l'aéroport Modibo-Kéïta le vendredi 13 octobre 2023, en faisant appel à

une compagnie tierce. Cependant, la compagnie aérienne a indiqué à nos confrères de l'AFP que la reprise était "reportée jusqu'à nouvel ordre" en raison de "demandes complémentaires des autorités maliennes".

Le ministère malien des Transports a précisé dans un communiqué que la demande de reprise d'Air France était en cours d'examen par les autorités aéronautiques nationales et que les vols de la compagnie restaient suspendus pendant cette procédure.

Selon des responsables maliens et un acteur du transport aérien qui ont préféré garder l'anonymat, il semblerait qu'un accord ait été conclu initialement sans que toutes les parties concernées au niveau des autorités maliennes ne soient consultées ou informées. Un haut responsable malien a déclaré que "la décision a été annulée car l'accord a été donné sans consultation de la hiérarchie". Le Directeur de l'aviation civile au Mali aurait été remercié, visiblement les responsabilités administratives ont

été situées et sanctionnées.

Un deuxième responsable a souligné qu'il était nécessaire d'agir de manière responsable et coordonnée, tout en respectant la souveraineté du pays. Un acteur du transport aérien a confirmé l'annulation de l'autorisation de reprise sans fournir plus de détails, ajoutant que les vols ne reprendraient pas vendredi.

Air France avait suspendu ses vols à destination du Mali et du Burkina Faso le 7 août, suite à la fermeture de l'espace aérien du Niger voisin à la suite d'un coup d'État. La compagnie avait invoqué la situation géopolitique instable au Sahel. La région, en proie au jihadisme et à la violence, a connu plusieurs coups d'État militaires ces dernières années, notamment au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Les relations entre la France, ancienne puissance coloniale, et les nouveaux dirigeants de ces trois pays se sont fortement détériorées.

Suite à la suspension de ses vols

par la compagnie, les autorités maliennes avaient annulé l'autorisation accordée à Air France. Le ministère des Transports a reproché à la compagnie aérienne d'avoir suspendu ses vols de manière unilatérale, sans consultation préalable. La situation décrite concerne Air France et sa reprise de la desserte de Bamako depuis Paris-Charles de Gaulle. Air France a annoncé qu'elle effectuerait trois vols directs par semaine vers Bamako en utilisant un avion de la compagnie portugaise EuroAtlantic Airways et en faisant appel à des employés de cette société pour constituer l'équipage.

Le choix de faire appel à une compagnie tierce et à des équipages externes s'explique par le fait que le ministère français des Affaires étrangères déconseille formellement aux Français de se rendre au Mali en raison de la situation sécuritaire. Face à la prise de pouvoir militaire dans les pays sahéliens, la France a été contrainte de rapatrier ses soldats, ses ambassadeurs et une partie de

son personnel diplomatique. Elle a également étendu le classement en "zone rouge" aux capitales de ces trois pays, déconseillant ainsi formellement de s'y rendre.

Cette décision a été prise en raison des manifestations hostiles et des attaques contre les représentations françaises dans ces pays. Les militaires au pouvoir dans ces pays ont désigné la France comme responsable de leurs problèmes, ce qui a conduit la France à prendre des mesures de sécurité supplémentaires.

Air France a décidé de faire appel à une compagnie tierce et à des équipages externes pour assurer la desserte de Bamako en raison de la situation sécuritaire au Mali et des recommandations du ministère français des Affaires étrangères. La France a étendu le classement en "zone rouge" aux capitales des pays sahéliens en raison des manifestations hostiles et des attaques contre ses représentations.

Moctar Sow

Charte du Liptako-Gourma : Ratification par le Mali

La République du Mali a récemment franchi une étape majeure dans la mise en œuvre de la Charte du Liptako-Gourma, qui a institué l'Alliance des États du Sahel. Cette charte a été signée le 16 septembre 2023 entre le Burkina Faso, la République du Mali et la République du Niger. Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M. Abdoulaye DIOP, accompagné du Ministre de la Refondation de l'État, Chargé des Relations avec les Institutions, M. Ibrahim Ikassa MAIGA, était présent devant les Membres du Conseil National de Transition

(CNT) pour la délibération du projet de loi portant ratification de l'Ordonnance N°2023-25/PT-RM du 29 septembre 2023 autorisant la ratification de la Charte du Liptako-Gourma.

Le débat autour de cette alliance a été intense lors de la séance plénière du CNT. Les Membres du CNT ont exprimé leur enthousiasme quant à la création de cet outil juridique de défense collective et ont discuté des modalités d'adhésion, du financement autonome et de la pérennisation de cette alliance à travers des organes opérationnels et décisionnels. Pour eux, cette

alliance représente une opportunité sans précédent pour apporter des réponses communes, efficaces et holistiques aux défis sécuritaires, géopolitiques et socioéconomiques auxquels les trois pays membres doivent faire face.

Dans son discours devant les Membres du CNT, le Ministre DIOP a salué le leadership éclairé des trois Chefs d'État de l'Alliance, qui ont su susciter l'espoir et l'espérance au sein de leurs populations confrontées à l'insécurité. Il a souligné leur courage et leurs actes patriotiques face aux enjeux complexes de l'heure, ainsi que



leur initiative volontariste et novatrice pour mettre en place cette architecture de défense collective et d'assistance mutuelle afin de faire face conjointement à toute atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale d'un des pays membres.

Le Ministre DIOP a également souligné que cette nouvelle structure sous-régionale souhaite se distinguer tant par son efficacité et sa souplesse que par son mode de financement autonome et endogène, excluant toute influence extérieure malveillante.

L'approche stratégique de cette alliance repose sur la satisfaction des besoins essentiels de sécurité, de dignité et d'épanouissement socioéconomique des populations concernées.

Le texte de loi a été soumis au vote et a été adopté à l'unanimité des Membres du CNT, ce qui l'a intégré dans l'ordonnancement juridique du Mali. Cela ouvre désormais la voie à son application optimale afin d'atteindre diligemment les objectifs visés par la Charte, notamment la sécurisation de l'espace commun pour amorcer

une gouvernance vertueuse et un développement durable au profit des peuples respectifs.

Cette ratification de la Charte du Liptako-Gourma marque une étape importante dans la coopération entre le Burkina Faso, la République du Mali et la République du Niger, et témoigne de leur volonté commune de faire face aux défis sécuritaires et socioéconomiques de la région du Sahel.

La rédaction

Mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion : Le DG DE l'INPS en le désigné parrain de la 28ème édition à Ségou



L'histoire vient de prouver, si besoin, que les plus Hautes Autorités du pays, avec en tête le Président de la Transition Assimi GOÏTA, ont fait un bon choix en nommant Ousmane Karim COULIBALY pour présider aux destinées de l'Institut National de Prévoyance Sociale, INPS. Une nomination qui a été couronnée de succès avec des résultats probants enregistrés au sein de l'Institut. En reconnaissance aux efforts très louables du Directeur Général de l'Institut Na-

tional de Prévoyance Sociale, les Autorités de la Transition lui ont gratifié de la décoration de Chevalier de l'Ordre National au titre de l'année 2022.

Comme pour corroborer ces différentes récompenses du mérite, les populations de la région de Ségou ont jeté leur dévolu sur l'enfant du terroir, l'altruiste, l'humaniste, le patron de la Grande Famille des assurés sociaux pour être le parrain de cette 28ème

édition du Mois de la Solidarité et de la Lutte contre l'Exclusion. Au-delà de la reconnaissance, vis-à-vis d'un professionnel rompu à la tâche, ce geste des autorités administratives, politiques et coutumières de Ségou atteste que l'adage selon lequel « nul n'est prophète chez soi » peut être relatif surtout quand il s'agit d'une personne selon qui « la solidarité n'est pas un vain mot ».

Soit dit au passage, en foi à sa détermination d'aider au mieux les



Autorités de la Transition en général et Ségou en particulier, le Directeur Général de l'INPS n'a raté aucun rendez-vous majeur concernant la région de Ségou. Qu'il s'agisse du lancement de la route Banankoro-Dioro, qu'il s'agisse de la relance de la COMATEX, qu'il s'agisse de la première place remportée par Ségou lors de la Biennale artistique et culturelle édition 2023 à Mopti, qu'il s'agisse de la Super Coupe du Président de la Transition, Chef de l'Etat à Koulikoro gagnée par Ségou...j'en oublie volontiers, Ousmane Karim COULIBALY a toujours été là pour la région de Ségou et de son développement. Ce qui lui a d'ailleurs valu des mots de reconnaissance et d'encouragement du Gouverneur, au nom des plus Hautes Autorités de la Transition.

Rendant grâce à Dieu, à sa famille et à ses collaborateurs, c'est un Ousmane Karim COULIBALY très reconnaissant face à cette gratitude, à lui fait par Ségou qui gardera sûrement un souvenir très ému de ce choix, tout en étant convaincu qu'un tel honneur fait chaud au cœur, mais incite également à rester humble et à redoubler d'efforts devant une telle marque de très haute estime.

Ceci dit, la cérémonie de lancement des activités du Mois a eu lieu dans la salle de conférence du Gouvernorat de la région de Ségou. C'était le lundi 09 octobre 2023 en présence du Gouverneur, le Contrôleur Général de Police, Alassane Traoré. Étaient également présents le Maire de la Commune urbaine de Ségou, Nouhoum Diarra, le Directeur

régional du Développement social et de l'Économie Solidaire, Dramane Coulibaly. Il faut noter que si le DG de l'INPS, Ousmane Karim COULIBALY a été désigné parrain du Mois de la Solidarité et de la lutte contre l'Exclusion à Ségou, le Directeur Général de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS), Ichaka KONÉ, un autre fils du terroir a été désigné pour être le parrain de la première semaine.

Plusieurs actions de bienfaisance sont au menu des activités de ce mois qui a commencé par la remise de céréales aux couches vulnérables et la visite chez trois vieilles personnes avec des cadeaux à l'appui.

Source : CCOMINPS

Journée internationale de la fille

La célébration de la fille au Mali et dans le monde



La Journée internationale de la fille est célébrée chaque année le 11 octobre depuis 2012. Cette journée est dédiée aux petites filles et aux adolescentes qui font face à des difficultés spécifiques en raison de leur statut d'enfant et de personne de sexe féminin. Au Mali, cette journée est marquée par l'organisation de panels, de conférences-débats et d'autres activités de sensibilisation. Pour l'édition 2023, le thème international retenu est «Investir dans les droits des filles : notre leadership et notre bien-être». Le Mali a choisi le thème suivant : «Pour la refondation du Mali : les filles comptent».

Organisé par l'UNICEF et Plan International (une ONG internationale qui œuvre pour faire progresser les droits des enfants et l'égalité entre les filles et les garçons), l'événement de 2023 vise à réunir les adolescentes et les défenseurs de leurs droits, y compris les dirigeants des Nations Unies, les ONG, les entre-

prises et les gouvernements. Cette journée met en avant un monde où les filles ont une influence active sur les politiques gouvernementales, les pratiques commerciales et les priorités de la recherche.

Cette année, des initiatives ont été prises pour encourager les jeunes filles à poursuivre une carrière dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), afin de réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes. L'objectif est d'inciter les jeunes filles à étudier et à se lancer dans des carrières dans les domaines des sciences, de l'ingénierie, de la technologie, des mathématiques et d'autres domaines, afin de les aider à réaliser leurs rêves.

Dans cette optique, l'Union internationale des télécommunications (UIT) a choisi de centrer ses activités de cette édition sur «l'acquisition de compétences numériques essentielles pour la vie» en plaçant

la Journée dans le secteur des TIC.

Au Mali, des rencontres sont organisées chaque année à la même date en faveur de la Journée internationale de la fille. Lors de ces rencontres, des questions telles que la vulnérabilité, l'éducation et la nécessité de protéger les filles du Mali, ainsi que d'autres problématiques, sont abordées.

Il convient de noter que le 19 décembre 2011, l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré le 11 octobre Journée internationale de la fille par la résolution 66/170. Cette journée vise à reconnaître les droits des filles et les obstacles particuliers auxquels elles sont confrontées dans le monde. Elle met l'accent sur la nécessité de relever les défis auxquels les filles sont confrontées et de promouvoir leur autonomisation ainsi que le respect de leurs droits humains dans le monde.

Siguéta Salimata DEMBELE

Niger

Début du retrait de l'armée française



Le 10 octobre, les premiers soldats français ont entamé leur retrait du Niger dans un convoi terrestre sous escorte locale en direction du Tchad. Cette décision fait suite à la demande des généraux nigériens arrivés au pouvoir et à l'annonce préalable du président français Emmanuel Macron.

Environ 1 400 soldats et aviateurs français étaient déployés au Niger pour lutter contre les jihadistes aux côtés des forces nigériennes. Parmi eux, environ 1 000 étaient basés à Niamey, la capitale, et 400 étaient répartis sur deux bases avancées à Ouallam et Tabarey-Barey, dans l'ouest du pays, près des frontières avec le Mali et le Burkina Faso.

Le gouvernement de Niamey a confirmé que les troupes basées à Ouallam ont quitté leur base et ont rejoint le premier convoi terrestre en direction du Tchad, sous l'escorte des forces de défense et de sécurité nigériennes. En plus du retrait terrestre, trois vols spéciaux ont été organisés à l'aéroport de Niamey, dont deux pour le départ de 97 membres des forces spéciales et un pour des raisons logistiques.

Le gouvernement nigérien a souligné que le retrait des troupes françaises se déroulera en toute sécurité, conformément à un calendrier convenu d'un commun accord entre les deux parties. Cela signifie que le désengagement se

poursuivra progressivement selon ce calendrier.

Parallèlement à ce départ, les États-Unis ont officiellement qualifié la prise de pouvoir par les militaires nigériens le 26 juillet dernier de «coup d'État». En conséquence, les États-Unis ont annoncé la suppression d'environ 500 millions de dollars d'aide économique au Niger. Le département d'État américain a déclaré avoir épuisé toutes les options disponibles pour préserver l'ordre constitutionnel au Niger au cours des deux derniers mois.

Cependant, les États-Unis maintiendront pour le moment leurs troupes au Niger. Ils ont précisé

que toute reprise de l'aide américaine dépendra des mesures prises par le gouvernement nigérien pour rétablir rapidement et de manière crédible une gouvernance démocratique.

Le départ de l'armée française du Niger et la suppression de l'aide américaine soulignent les changements politiques et sécuritaires en cours dans le pays. Il reste à voir comment ces développements influenceront la situation sécuritaire dans la région et les relations entre le Niger, la France et les États-Unis. Suite au retrait des soldats américains qui ne soutiennent plus activement les forces nigériennes mais continuent de surveiller la menace jihadiste, les Français sont confrontés à un double défi logistique et sécuritaire. Les options de trajet sont limitées et dangereuses, car il existe un risque de manifestations antifrançaises et la présence de ji-

hadistes liés à Boko Haram et à la filiale en Afrique de l'Ouest de l'EI (Iswap) dans la zone de Diffa, à l'est du Niger. Les frontières terrestres du Niger sont également fermées avec le Bénin et le Nigeria depuis le coup d'État. De plus, les Nigériens interdisent le survol de leur territoire par des avions français, civils et militaires, sauf dérogation. Cependant, les frontières ont été rouvertes avec l'Algérie, la Libye, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad.

La France avait précédemment conclu un partenariat de combat avec le Niger contre les groupes jihadistes, ce qui avait conduit à un renforcement discret de l'enceinte de Niamey avec des véhicules blindés, des hélicoptères, du matériel informatique, des abris modulaires pour les aéronefs, des cabines de pilotage pour les drones et des bulldozers du génie. L'armée française n'a pas l'intention de laisser

ce matériel derrière elle.

Dans ce contexte, les autorités françaises doivent donc trouver des solutions logistiques alternatives pour le retrait de leur personnel et de leur équipement tout en assurant la sécurité des convois et en évitant les zones potentiellement dangereuses. Cela peut impliquer des itinéraires moins directs ou l'utilisation de moyens de transport alternatifs, tels que des avions ou des navires, en coordination avec les pays voisins qui ont rouvert leurs frontières. La priorité reste de garantir la sécurité des forces françaises et de minimiser les risques liés à ce retrait.

Karamoko B Keita

Génocide au Rwanda : Des victimes réclament réparation à l'État français

Des victimes du génocide des Tutsi au Rwanda, soutenues par deux associations, ont déposé une requête devant le tribunal administratif de Paris dans le but de faire condamner l'État français pour les erreurs et les fautes qu'il aurait commises en 1994. Cette action en justice administrative est la première du genre, après plusieurs échecs devant la justice pénale. Les requérants affirment que l'État français a commis des erreurs d'appréciation et des fautes graves de service, et demandent que sa responsabilité soit engagée.

Selon la requête déposée, l'État français aurait agi de manière manifestement erronée et aurait commis des fautes graves de service de

manière systématique entre 1990 et 1994 au Rwanda. Les requérants affirment que l'État français aurait notamment omis de dénoncer un traité d'assistance militaire avec le gouvernement rwandais génocidaire, ce qui constituerait une illégalité, une faute et une carence fautives. Ils accusent également l'ancien secrétaire général de l'Élysée, Hubert Védrine, ainsi que l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées en France en 1994, d'avoir outrepassé leurs pouvoirs et modifié l'équilibre des pouvoirs au détriment des civilo-politiques.

La requête vise également l'opération Turquoise, qui a fait l'objet d'un non-lieu en 2022 devant la justice

pénale, mais qui est contestée par les parties civiles. Les requérants affirment que pendant trois jours, les forces françaises ont abandonné les civils tutsi réfugiés dans les collines de Biseseo, permettant ainsi le massacre de centaines d'entre eux par les génocidaires. Cependant, les magistrats ont conclu que les investigations n'ont pas établi la participation directe des forces militaires françaises à ces exactions, ni leur complicité par aide ou assistance aux génocidaires, ou même par abstention.

La requête administrative s'appuie également sur le rapport de la commission d'historiens présidée par Vincent Duclert, qui a analysé des archives françaises. Ce rapport a



conclu aux responsabilités «lourdes et accablantes» de la France dans le génocide, mettant en cause le président François Mitterrand et son entourage, qui étaient «aveuglés idéologiquement». Cependant, le rapport Duclert a écarté toute complicité de génocide de la part de la France.

Les victimes du génocide des Tutsi au Rwanda et deux associations

ont déposé une requête devant le tribunal administratif de Paris pour obtenir la condamnation de l'État français. Ils accusent l'État français d'avoir commis des erreurs d'appréciation et des fautes graves de service, notamment en ne dénonçant pas le traité d'assistance militaire avec le gouvernement rwandais génocidaire. Cette action en justice administrative fait suite à un non-lieu rendu par la justice

pénale concernant l'opération Turquoise. Les requérants s'appuient également sur le rapport Duclert qui met en cause la responsabilité de la France dans le génocide, bien que ce rapport ait écarté toute complicité de génocide de la part de la France.

Karamoko B Keita

www.malikile.com

Coupe de la confédération : Le stade malien hérite de la poule D

Seul club malien encore en lice dans une compétition interclubs africaine, le Stade malien de Bamako a été fixé sur l'identité de ses adversaires de poules. Pour la suite de la coupe de la confédération, les Blancs de Bamako devront se débarrasser des Marocains, Congolais et Sud-africains.

La Confédération Africaine de Football (CAF) a procédé le vendredi 7 octobre au tirage au sort de la Coupe de la Confédération 2023-2024. A l'issue de cet exercice hasardeux qui s'est déroulé à Johannesburg, en Afrique du Sud, les Blancs de Bamako ont été fixés sur l'identité de leurs adversaires.

Ainsi, le Stade malien a hérité de la poule "D", composée du R.S Berkane (Maroc), des Diables Noirs (Congo Brazza) et de Sekhunkhune United (Afrique du Sud).

Au total, le club détenteur du trophée de la coupe du Mali disputera 6 matchs dont 3 à domicile et autant en déplacement.

Pour rappel, la phase de groupes de cette première édition du nouveau format (sans des clubs reversés de la Ligue des champions) démarrera le 26 novembre prochain.

AC.

Source : Mali Tribune





Bélier (21 mars - 19 avril)

Fusion, acquisition... le climat financier laisse augurer des gains intéressants dans votre travail. Une promotion peut être évoquée en coulisses. À moins que vous ne profitiez des largesses de votre entreprise qui veut redistribuer une partie de ses bénéfices ou que vous ne signiez un nouveau contrat. Si vous êtes employé, vous pourriez faire des heures supplémentaires lucratives ou trouver un job d'appoint. Dans tous les cas, cela vous réjouit !



Taureau (20 avril - 19 mai)

Au bureau, le succès est au rendez-vous ! Il faut dire qu'en ce moment, vous rapportez beaucoup d'argent à l'entreprise, de par vos projets et votre disponibilité. Vos désirs deviendront des ordres. C'est donc le moment de négocier avec votre hiérarchie une augmentation de salaire ou un bureau plus spacieux. Après tout, vous aviez bien démontré que vous étiez devenu indispensable pour la bonne santé de la structure !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Au travail, vous devez faire la preuve de votre efficacité. Si cette attente de votre hiérarchie vous met un peu de pression, elle ne doit surtout pas vous paralyser. Faites-vous confiance et mettez à profit tous vos acquis. Ayez en tête que si l'on cherche à vous tester, c'est dans l'unique but de vous confier à l'avenir des projets de plus grande envergure. Les retombées ne seront que positives pour vous.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Votre envie de réaliser vos ambitions vous amène à questionner vos choix professionnels et à envisager un changement d'horizon. C'est peut-être ce qu'il vous faut, mais prenez le temps de la réflexion avant de prendre une décision définitive. Quand vous saurez ce que vous souhaitez exactement, vous ferez le bon choix, car le ciel sera avec vous. Il n'y a que du positif qui vous attend, votre avenir professionnel s'annonce radieux.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous vous cherchez de nouveaux buts professionnels. Questionnez vos collaborateurs, et interrogez-vous également sur vos propres centres d'intérêt. L'envie d'ailleurs vous démange, et vous réfléchissez carrément à un déménagement. Pesez le pour et le contre, tâchez le terrain auprès de vos proches avant d'entreprendre des démarches. Vous ne pourrez pas agir en solitaire sur ce coup, ne froissez pas ceux qui vous entourent.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous avez l'esprit distrait ces derniers temps, et votre manque de concentration vous empêche d'avancer comme vous le voulez dans votre travail. N'en faites pas un problème. Votre esprit a peut-être seulement besoin de se pencher sur quelque chose de différent. Sans remettre à plus tard ce sur quoi vous travaillez, alternez avec un autre projet. Autre solution : aérez-vous la tête lors de vos pauses, si cela vous est possible.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous n'êtes probablement pas à prendre avec des pincettes en ce moment. Votre attitude et votre « body language » ne trahissent personne. Véritable cocotte-minute, vous avez besoin de prendre un peu de recul et de vous aérer l'esprit. Il serait dommage d'exploser en plein vol pour une goutte d'eau, cela pourrait ne pas être compris. Ne vous inquiétez pas, votre entourage vous connaît et sait qu'il ne s'agit que d'une passade.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Acceptez les mains tendues aujourd'hui. Votre tendance individualiste est un frein dans votre carrière, mais vous refusez de l'admettre. Faites l'effort d'écouter les autres, à défaut d'appliquer leurs conseils. À moins que vous ne préfériez envisager une reconversion professionnelle, plus en accord avec vos valeurs. Plus de patron, plus de contraintes, voilà qui vous fait parfois rêver. Passer du rêve à la réalité, il n'y a qu'un pas.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Période très prolifique. Votre esprit créatif fait des étincelles, associé à votre capacité d'initiative. Votre entourage professionnel, et particulièrement votre hiérarchie, se félicite de vous avoir comme collaboratrice. Vos idées sont louées et permettent de mettre en place des projets innovants. Attention toutefois à ne pas vous accabler de travail. Savoir prendre du repos n'enlèvera rien à votre créativité.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous ne comprenez rien au travail aujourd'hui. On vous en demande beaucoup trop et vous avez du mal à suivre le rythme. Vous faites des erreurs et paniquez un peu. Calmez-vous, cela vous aidera à affronter les difficultés. La journée sera aussi difficile si vous cherchez un emploi. Vous ne saurez pas vous mettre en avant et ne trouverez pas les réponses qui conviennent au recruteur. Attendez demain, tout ira mieux.



Verseau (20 janvier - 19 février)

On vous confiera un rôle d'importance aujourd'hui. Une perspective professionnelle qui vous réjouit autant qu'elle vous effraie, car vous avez peur de ne pas être à la hauteur. Rappelez-vous des conseils à appliquer, de l'expérience acquise au fur et à mesure de votre carrière. Si l'on vous confie une telle mission, c'est que vous êtes à la hauteur. Alors, foncez et montrez-vous digne de la confiance qui vous est accordée.



Poisson (19 février - 21 mars)

Rien ne vous résiste ! Avec force et ambition, votre priorité est le travail et vous lui consacrez tout votre temps. Si votre résistance et vos capacités sont louées par votre hiérarchie, tout le monde n'a pas cette perception. Attention à rester diplomate et pédagogue si vous voulez éviter les accrocs et les conflits. Être performant c'est bien, être performant et bienveillant c'est encore mieux.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1273 Malikilé



1274 Malikilé



1275 Malikilé



1276 Malikilé



1277 Malikilé



1278 Malikilé



1279 Malikilé



1280 Malikilé



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

 Journal Malikilé

 +223 70 44 22 23

 ampikile@gmail.com

 www.malikile.com